

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

PNM n° 358 - Septembre 2018 - 36^e année

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

MUNICH ET LES MUNICHOIS, 80 ANS PLUS TARD

par ANNIE LACROIX-RIZ



Accords de Munich

« L'Occident », récemment rebaptisé « communauté internationale », traite de « Munichois » tous ceux qui ont critiqué la croisade que Washington conduisit contre l'URSS, accusée d'« expansion » mortifère, l'encre à peine sèche des compromis forcés passés avec elle à Yalta et à Potsdam, et la politique de la canonnière

ininterrompue depuis 1950 (et la « guerre de Corée »), intensifiée depuis les années 1990.

Le thème fleurit à Paris et Londres contre « Nasser-Hitler » depuis l'annonce par le leader égyptien en juillet 1956 de sa nationalisation du canal de Suez. Il n'a plus connu de trêve depuis la première guerre contre l'Irak, au Proche-Orient ou, en Europe, contre « Milosevic-Hitler », selon l'affiche apposée sur les murs de l'Union européenne pour dénoncer l'expansion de la « Grande Serbie » ou son « Plan fer à cheval ». ■ ■ ■ [Suite en page 6]

ROBERT FALK, UNE SAISON PARISIENNE 1928-1938

par BERNARD FREDERICK

« Quand j'écrivais La chute de Paris*, le paysage parisien de Falk accroché au mur en face de moi laissait souvent le manuscrit le regarder – maisons, fumée, ciel. Peut-être n'aurais-je pas écrit quelques pages sans la toile de Robert Rafailovitch ». Qui mieux qu'Ilya Ehrenbourg pouvait nous parler de Robert Falk (1886-1958), ce peintre né dans une famille juive riche de Russie et qui n'aimait pas l'argent ? ■ ■ ■

Suite en p.12

* Ilya Ehrenbourg y évoque le Paris du Front populaire, sa fin et les prémices de la trahison de 1940. Éd. Messidor, Paris, 1989, 539 p., 10,55 €



Paris, Canal Saint-Martin – 1930

Editorial

LA RENTRÉE DES GAULOIS

par BERNARD FREDERICK

On se souvient des « alcooliques », des « illettrés », de « ceux qui ne sont rien »... Fin août, au Danemark, Emmanuel Macron en a rajouté dans son mépris de la France et des Français. Ces derniers, a-t-il proclamé, sont des « Gaulois réfractaires au changement ».

Ce sarcasme nous fait songer au *Napoléon le petit** de Victor Hugo :

« Quoi ! il a la foule aux pieds, il lui rit au nez, il la raille, il la brave, il la nie, il l'insulte, il la bafoue ! Quoi ! il dit : il n'y a que moi ! Quoi ! dans ce pays de France où l'on ne pourrait pas souffleter un homme, on peut souffleter le peuple ! ».

Dira-t-on un jour *Macron le petit* ? Ça se pourrait. Ça serait justice !

Il y a chez ce jeune homme, quelque chose d'hauteur ; quelque chose d'impérieux ; quelque chose comme l'orgueil de l'Argent et du rang. Ce n'est pas pour le grandir. Il y a en lui de la vulgarité. Il y a, vraiment, quelque chose de *Napoléon le petit* chez Macron et pas seulement la manière de s'installer au pouvoir en convoquant les frileux et les naïfs de droite et de gauche. Quelque chose à lui, en propre :

« Oui, quelquefois, aux paroles superbes qui lui échappent, à le voir adresser d'incroyables appels à la postérité, à cette postérité qui frémissait d'horreur et de colère devant lui, à l'entendre parler avec aplomb de sa « légitimité » et de sa « mission », on serait presque tenté de croire qu'il en est venu à se prendre lui-même en haute considération et que la tête lui a tourné au point qu'il ne s'aperçoit plus de ce qu'il est, ni de ce qu'il fait ».

Corrigeons, cependant : si Macron se fiche pas mal du dédain qu'il affiche – ou s'il ne sait pas le dissimuler, ce qui signifierait que ce dédain a quelque chose de génétique ; peut-être un gène de classe – le chef de l'État sait très bien ce qu'il fait.

On l'a vu et on le verra. Tiens, par exemple, nos retraites ! N'est-ce pas, nos retraites !

Invitant toujours à l'optimisme, le poète de la *Légende des siècles* affirmait que « désespérer, c'est désertier » et annonçait : « Ce siècle proclame la souveraineté du citoyen et l'inviolabilité de la vie ; il couronne le peuple et sacre l'homme ».

Alors ! Gaulois, d'ici et d'ailleurs ! Offrons-lui Gergovie si nous ne voulons pas d'Alésia. ■

* Acte Sud, texte établi par Jean-Marc Hovasse.



DISPARITION DE CLAUDE LANZMANN RÉALISATEUR DE Shoah

CARNET

Journaliste, écrivain et réalisateur, **Claude Lanzmann** est mort le 5 juillet à Paris. Né le 27 novembre 1925 dans une famille juive d'Europe centrale, il s'engage dans les *Jeunesses communistes* et dans la Résistance à Clermont-Ferrand. À la sortie de la guerre, il suit des études de philosophie. C'est en 1952 qu'il rencontre Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre. Ce dernier lui propose de participer au comité de rédaction des *Temps modernes*. Compagnon de Simone de Beauvoir durant sept ans, anticolonialiste, en 1960, il fait partie des dix inculpés parmi les signataires de la *Manifeste des 121* qui critique la torture et déclare le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. Dans les années 70, Claude Lanzmann commence une carrière de réalisateur avec des films documentaires comme *Pourquoi Israël* (1973) – il avait fait son premier voyage en Israël en 1952 et se déclarait depuis « viscéralement attaché » à ce pays, au point de célébrer plus tard, sans retenue, son armée dans son film *Tsahal* (1994), rompant ainsi avec son passé d'anticolonialiste. Mais son nom est surtout attaché à son monumental *Shoah*, sorti en 1985. Fruit de douze années de travail, ce film de 9h30 est un véritable requiem pour les six millions de victimes juives de la barbarie nazie. Lanzmann en bannit toute image d'archives pour filmer les protagonistes des camps de concentration – juifs rescapés ou bourreaux planqués ou blanchis. Il tourne également, souvent à partir de matériaux préparés pour *Shoah*, *Le dernier des injustes*, *Un vivant qui passe*, *Sobibor*, *14 octobre 1943 - 16h*, *Les Quatre sœurs* sorti à la veille de sa mort. En 2009, il avait publié un livre de mémoire *Le Lièvre de Patagonie* (Gallimard). ■ PNM



C'est un Israélien à part qui nous a quittés le 20 août, à l'âge de 94 ans. Doyen du « camp de la paix », cet émigrant arrivé d'Allemagne en 1933 commence sa vie militante au sein de l'Irgoun, qu'il rejoint à 15 ans en 1938 et avec laquelle il combat en 1948 – il est gravement blessé dans les derniers jours de la guerre. De cet engagement jacobinskyste, **URI AVNERY** tire une leçon durable : « *Nous étions des combattants de la liberté. À mes yeux, ce sont les autorités britanniques qui étaient une organisation terroriste. À l'époque, j'ai appris que la différence entre un combattant de la liberté et un terroriste dépend de votre perspective* [1]. » Plus tard, il précisera néanmoins : « *La guerre de l'Irgoun contre les Arabes me dérangeait beaucoup. J'étais très opposé à leur ligne anti-arabe. Les Arabes ont le même droit que nous à un État.* » Le jeune homme consacre d'ailleurs deux livres à sa guerre d'indépendance : *Dans les champs des Philistins*, à la gloire de ses camarades, puis *Le Revers de la médaille*, sur les horreurs de ces batailles. Aux yeux de l'élite, le héros national, déjà, devient un traître à la nation. Dès les premières années de l'État d'Israël, Avnery devient l'opposant le plus radical au pouvoir autoritaire de Ben Gourion et du Mapai, tout comme il le sera, à partir de 1977, à celui de Menahem Begin et du Likoud, et bien sûr de Benyamin Nétanyahou. C'est dire qu'il sera toute sa vie un paria, victimes de la répression étatique, menacé par les extrémistes – il échappe de peu à la mort lors d'une tentative d'attentat du Mossad contre Yasser Arafat [2] ... Dans sa croisade anti-establishment, Uri Avnery fait feu de tout bois. Journaliste engagé, il crée en 1950 et



dirige pendant quarante ans l'hebdomadaire populaire *Haolam Haze* (« Ce monde »), dont les investigations font trembler bien des politiciens de gauche comme de droite. Homme politique, il est élu député, d'abord de *Haolam Haze-Koach Hadach* (Force nouvelle) de 1965 à 1973, puis du *Sheli* (Camp de la gauche) de 1979 à 1981. Militant pacifiste, il fonde en 1993 le mouvement *Goush Shalom* (Bloc de la paix). S'il n'échappe pas à la vague nationaliste de la guerre de 1967, il évolue rapidement. La lutte contre l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens devient en effet le combat de sa vie. Sioniste de gauche, il est un des seuls Israéliens convaincus depuis des décennies que seule la coexistence de deux États, Israël et un État palestinien, peut mettre fin à un conflit suicidaire pour les deux peuples. Il ferraille d'ailleurs volontiers contre les partisans d'un État binational, qu'il défendait pourtant en 1946 avec son mouvement *Bama'avak*.

Uri Avnery a des contacts avec l'*Organisation de libération de la Palestine* (OLP) dès 1975. Et, en juillet 1982, en pleine invasion du Liban par Israël, il vient rencontrer Yasser Arafat, assiégé par Ariel Sharon et ses troupes à Beyrouth. Solidaire des Palestiniens, il le restera jusqu'à sa mort. Sa chronique hebdomadaire, sur le site de *Goush Shalom*, était attendue par de nombreux lecteurs, y compris en France. Il leur faudra se passer de sa pédagogie faite de références omniprésentes à l'histoire, d'innombrables anecdotes, d'humour parfois grinçant, le tout sur fond de vision radicale ... Adieu, Uri ! ■ DV

[1] *Haaretz*, Tel-Aviv, 20 août 2018.

[2] *Haaretz*, 4 février 2018.



LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse*
(clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, *PNH*
depuis 1982 : mensuelle en français, *PNM*
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 061 9 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Patrick Kamenka, Nicole Mokobodzki,
Roland Wlos

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : lujre@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL
PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"
magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse
postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

La PNM déplore la disparition cet été de :

• **André Radzynski**, résistant dès l'âge de 16 ans dans les FTP-MOI (groupe de Robert Endewelt) et la compagnie Rajman

• **Denise Cholot-Josslow**, résistante, bénévole à la CCE et l'UJRE

• **Huguette Azavant**, militante blessée à Charonne en 1962, responsable du *Comité Vérité et Justice pour Charonne*

• **Felicia Langer**, militante des Droits de l'Homme

• **André, né David Korzec**, résistant, éducateur (élève d'Henri Wallon) de 1947 à 1953 des enfants de déportés et fusillés accueillis par la CCE auprès de l'UJRE au Foyer de la rue Dombasle à Montreuil.

Nous adressons nos condoléances attristées à leurs familles et à leurs proches. ■

FÊTE DES ASSOCIATIONS JUIVES

Le 10 juin dernier, plan Vigipirate oblige, la Fête des associations ouvrant la 14e édition du Festival des Cultures Juives se déroulait à l'intérieur de la Mairie du 4e arrdt. de Paris. Comme chaque année, le « bonheur d'être ensemble » fut au rendez-vous.



Très riches furent les contacts pris sur le stand commun de l'UJRE et de MRJ-MOI.

Merci à tous nos visiteurs ! ■

Communiqué (Extraits, version intégrale en page 1 du site de l'UJRE)

L'EXTRÉMISME ISRAËLIEN DOIT ÊTRE SANCTIONNÉ

Le Premier ministre israélien a obtenu le vote, le 19 juillet 2018, d'une nouvelle loi. Celle-ci constitue le cadre institutionnel, très difficilement réversible, d'une discrimination générale à l'encontre de toutes les personnes non-juives. Aucune définition précise de la qualité de « juif » n'est fournie. (...)

Les pratiques discriminatoires directes (définies par la loi, notamment en matière foncière) ou indirectes (non prévues par les textes mais factuellement constatées) ne sont pas nouvelles en Israël. Mais jusqu'aujourd'hui, elles étaient limitées dans leur extension par la loi fondamentale de 1948, qui proclamait déjà le caractère juif de l'État. Néanmoins, elle affirmait le principe d'égalité de tous les citoyens car il découlait du caractère démocratique de l'État. La mise en œuvre de ces principes était, dans chaque cas donnant lieu à conflit, de la compétence de la Cour suprême. Ces deux bornes (égalité et contrôle juridictionnel de celle-ci) sont désormais, balayées. De plus, ce texte a été mis à l'abri

du contrôle de constitutionnalité par la Cour suprême puisque cette dernière est (par une loi antérieure) privée de ce contrôle, dès lors que la Knesset confirme par un deuxième vote majoritaire ses décisions législatives.

Cette loi prévoit, entre autres, que :

- l'immigration soit réservée aux juifs ;
- le droit à l'autodétermination nationale israélienne soit réservé aux juifs ;
- la capitale d'Israël soit le grand Jérusalem réunifié ; (...)
- l'État encourage la colonisation juive ; (...)
- la langue arabe cesse d'être langue officielle alors que 18 % des Israéliens sont des Palestiniens de langue arabe ;
- les liens avec les juifs du monde entier doivent être resserrés ; (...)

Globalement, ces dispositions sont un abandon, par les dirigeants israéliens, de toute référence aux valeurs démocratiques. Ils préfèrent adopter un néo-conservatisme autoritaire. Ce choix est confirmé par l'opération consistant à donner un vernis de respectabilité aux gouvernements autrichiens, polonais et hongrois. (...)

STALINGRAD À PARIS

La Ville de Paris ayant souhaité que nul n'ignore plus ce tournant de la Seconde Guerre mondiale que fut la **Bataille de Stalingrad**, nombreux furent les adhérents et amis de l'UJRE et de MRJ-MOI à répondre « présent », lors de la pose de cette plaque inaugurée le 29 juin dernier, place de Stalingrad (Paris 19^e), par **Catherine Vieu-Charrier** ■



Pour toutes ces raisons, l'*Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* (UJRE) condamne avec la plus grande fermeté la nouvelle loi fondamentale votée par le Parlement israélien le 19 juillet 2018.

L'UJRE exige du gouvernement français et des autorités européennes qu'ils fassent connaître leur opposition résolue à ces dispositions.

L'UJRE demande que soient prises à l'égard d'Israël toutes sanctions économiques adéquates en commençant par la suspension des dispositions permettant aux produits exportés d'Israël vers l'Union européenne de bénéficier des mêmes avantages que ceux dont disposent les produits en provenance de membres de l'Union européenne jusqu'au moins le retrait de cette nouvelle loi, sans préjudice d'autres sanctions à envisager en raison d'autres obstacles sur la voie d'une paix juste et durable. ■

Paris, 25/07/2018

Jacques Lewkowicz,
Président de l'UJRE

ISRAËL EN PLEINE RADICALISATION

par DOMINIQUE VIDAL *

« En Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts [1] » : ce jugement sévère de Zeev Sternhell aura sans doute surpris nombre de lecteurs de *La Presse Nouvelle Magazine*. Personnellement, j'évite d'utiliser, à propos du conflit israélo-palestinien, des termes renvoyant à la Seconde Guerre mondiale et a fortiori à la Shoah. Mais comment nier que la droite et l'extrême droite israélienne se sont engagées dans un processus de radicalisation, voire à certains égards de fascisation ?

La première dimension de ce processus concerne les Territoires palestiniens occupés en 1967. Durant cinquante ans, les gouvernements israéliens successifs se sont concentrés sur la colonisation de la Cisjordanie, mais sans en modifier le statut. Benyamin Nétanyahou, avec son fameux discours de 2009, faisait même mine d'accepter la perspective des deux États. Voilà pourquoi la loi votée le **6 février 2017** marque un changement majeur : elle ouvre la voie à l'annexion de la Rive occidentale du Jourdain.

Un autre texte prévoit d'annexer cinq blocs de colonies situés à l'est de Jérusalem, empêchant du même coup Jérusalem-Est de devenir la capitale d'un État palestinien. En attendant, le Parlement a adopté en **janvier 2018** un amendement à la loi de 1980 sur Jérusalem : il élève de 61 députés à 80 (sur 120) la majorité nécessaire pour tout retour de parties de la ville sous souveraineté palestinienne. Et il permet de retrancher des quartiers palestiniens situés à l'extérieur du Mur pour en faire des « entités séparées » dont les habitants ne seraient plus des « résidents ».

Autrement dit, Nétanyahou et ses alliés-rivaux enterrent la perspective des deux États au profit d'un seul : un État d'apartheid, où les Palestiniens annexés ne jouiraient pas des droits politiques. Il est vrai que la Palestine historique compte autant d'Arabes que de Juifs : environ 6,6 millions...

La nouvelle loi fondamentale votée ce **19 juillet** symbolise ce tournant. La précédente, adoptée voici vingt-six ans, définissait Israël comme un « État juif et démocratique ». Le nouveau texte s'intitule « Israël comme État-nation du peuple juif », et le premier article le présente comme « le foyer national du peuple juif, dans lequel il réalise son droit naturel, culturel, religieux et historique à l'autodétermination ». Et de préciser que ce droit « est propre au seul peuple juif ». La loi « considère le développement des colo-

nies juives comme une valeur nationale et agira pour encourager et promouvoir leur création et leur renforcement ».



Tel-Aviv, 14/07/2018 - Manifestation contre le projet de loi État-nation

Enfin, elle prive l'arabe de son statut de « langue de l'État », désormais réservé à l'hébreu [2].

Toutes ces dispositions contredisent ouvertement l'esprit et la lettre de la Déclaration d'indépendance du **14 mai 1948**. Celle-ci prenait des engagements formels quant à l'égalité de tous les citoyens du nouvel État, qui « développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture ; il assurera la sauvegarde et l'inviolabilité des Lieux saints et des sanctuaires de toutes les religions et respectera les principes de la Charte des Nations unies [3]. »

C'est cette officialisation de l'apartheid qui a provoqué, tout l'été, une levée de boucliers. Parmi les Palestiniens et les Druzes, qui ont manifesté par dizaines de milliers, mais aussi dans l'opinion juive progressiste, à commencer par les intellectuels signataires d'une pétition dénonçant cette loi qui « autorise de façon explicite la discrimination raciale et religieuse, qui abroge le statut de langue officielle de la langue arabe en même temps que l'hébreu, qui ne mentionne pas la démocratie comme principe de base du régime et qui ne mentionne pas l'égalité comme valeur fondamentale ». Au-delà, ils reprochent à Benyamin Nétanyahou et à ses gouvernements d'avoir « avec persévérance sapé les fondements de notre pays juif et démocratique [4] ».

De fait, si l'absence d'alternative à gauche a poussé bien des Israéliens vers la droite, cette évolution a des limites : selon une enquête d'opinion,

la moitié des sondés n'estiment « pas sage » de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie et 53 % s'opposent à son annexion. Voilà qui explique sans doute la troisième dimension de la radicalisation de l'actuelle coalition : l'arsenal liberticide qu'elle a fait voter depuis le début de la décennie : je renvoie le lecteur à l'article que je lui avais consacré dans *La Presse Nouvelle Magazine* de janvier 2017 [5].

Qui se ressemble s'assemble : Nétanyahou recrute ses meilleurs amis – c'est la quatrième dimension de la radicalisation – parmi les pires populistes européens. Comme Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, liquidateur des libertés hongroises, islamophobe et antisémite, qui s'est même livré à une apologie du régent Miklós Horthy, le Pétain hongrois dont

les successeurs aidèrent Adolf Eichmann à déporter et assassiner 430 000 juifs hongrois. Nétanyahou flirte aussi avec Jaroslaw Kaczyński, pourtant inspirateur d'une loi interdisant d'évoquer les – nombreux – collaborateurs polonais de l'occupant : dès 1970, l'historien Szymon Datner estimait pourtant que ceux-ci avaient tué 200 000 juifs durant la Seconde Guerre mondiale... Dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es... ■

* Journaliste et historien, auteur de *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron* Libertalia, 2018, 8 €.

[1] *Le Monde*, 18 février 2018.

[2] www.timesofisrael.com/final-text-of-jewish-nation-state-bill-set-to-become-law/

[3] www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/israel-60-ans/declaration-independance-etat-israel.shtml

[4] www.france-palestine.org/Petition-des-intellectuels-israeliens-contre-les-lois-sur-l-Etat-nation-et-sur

[5] in *PNM* n° 342 *Israël : un arsenal juridique inquiétant* (NDLR : version électronique disponible sur demande).

DANIEL BARENBOIM : « J'AI HONTE D'ÊTRE ISRAËLIEN »

Daniel Barenboïm est le directeur musical de la Scala de Milan, de l'Opéra de Berlin ainsi que de la Staatskapelle de la capitale allemande. Avec le Palestinien Edward Saïd, aujourd'hui disparu, il a cofondé l'orchestre Ouest-Est Divan qui regroupe de jeunes musiciens palestiniens et israéliens. Daniel Barenboim a vivement réagi à la nouvelle loi israélienne sur « l'État-nation » dans une tribune publiée le 24 juillet par Haaretz.

« (...) Le gouvernement israélien vient juste de faire voter une nouvelle loi qui substitue aux principes d'égalité et aux valeurs universelles le nationalisme et le racisme.

Ce qui me remplit d'un profond chagrin, c'est de me voir dans l'obligation aujourd'hui de poser les mêmes questions que j'avais formulées il



ya quatorze ans en m'adressant à la *Knesset* : pouvons-nous ignorer l'intolérable fossé entre ce que promettait la Déclaration d'indépendance et ce qui a été réalisé ? Pouvons-nous ignorer l'abîme entre l'idée et les réalités d'Israël ?

L'occupation et la domination exercées sur un autre peuple s'inscrivent-elles dans la Déclaration d'indépendance ? Y a-t-il un sens à l'indépen-

dance de l'un au détriment des droits fondamentaux de l'autre ? Le peuple juif dont l'histoire a connu souffrance continue et persécution implacable peut-il se permettre d'être insensible aux droits et à la souffrance d'un peuple voisin ?

(...) Nous avons maintenant une loi qui confère à la population arabe le statut de citoyens de

deuxième classe. On est donc face à une forme particulièrement claire d'apartheid.

Je ne pense pas que le peuple juif a survécu, vingt siècles durant, à des persécutions et des cruautés sans fin pour maintenant opprimer et infliger de la cruauté à d'autres.

C'est exactement ce que fait cette loi ! C'est pourquoi, aujourd'hui, j'ai honte d'être Israélien. » ■

LES NÉO-NAZIS EN UKRAÏNE

par JEAN GERONIMO

L'Ukraine, matrice d'une révolution brune

Née en février 2014 d'un mouvement spontané d'apparence démocratique, la révolution de Maïdan a fondé sa légitimité sur une Ukraine euro-libérale, libérée de la tutelle russe et focalisée contre le « complot bolchévique ». La montée d'une extrême droite néonazie, xénophobe et antisémite, sous l'impulsion du parti nationaliste *Svoboda* (Liberté) a été le moteur d'un anticommunisme primaire. Pour Washington, ce contexte a justifié une stratégie de guerre froide réactivant un nationalisme brun en surfant sur les forces radicales et le mythe de *l'ennemi russe*.

Réveil d'un nationalisme brun

Le putsch du 22 février 2014 contre le président ukrainien Viktor Ianoukovitch s'appuie sur la violation de l'accord du 21 février, suite à l'insurrection de forces obscures sous bienveillance occidentale. À ce jour, l'ONU dénonce le retard de la justice sur les dérives meurtrières de ce putsch nationaliste nourri de l'idéologie antirusse et fascisante de *Bandera* [1]. Une courte transition politique conduira, le 25 mai, à l'élection de Pétro Porochenko, défenseur des intérêts américains et oligarchiques en vue de l'UE libérale.

Ce choix européen de Kiev sera le levier de son rapprochement avec l'OTAN et de sa stratégie contre la « menace russe ». Guidé depuis la Guerre froide par la *doctrine Brzezinski* [2] du reflux de la puissance russe, Washington peut avancer ses pions – et ses bases – sur l'échiquier eurasiatique. Au moyen de stratégies déstabilisatrices s'appuyant sur des forces radicales, elle vise à bloquer le retour russe en Europe pour verrouiller son leadership.

Grimés de signes nazis, les radicaux du Maïdan apparaissent, désormais, comme des libérateurs de l'Ukraine bandériste justifiant une guerre nationaliste. Un moyen, aussi, de justifier l'aide américaine aux groupes paramilitaires antirusse et au formatage idéologique des élites ukrainiennes – au nom du *devoir d'ingérence*, déjà acté en Serbie (1999), en Irak (2003), en Libye (2011) et en Syrie. Au mépris de la souveraineté.

Une révolution anticommuniste

Après le référendum criméen du 16 mars 2014, la révolution s'est radicalisée avec une chasse aux « ennemis » russes et communistes débouchant, le 15 avril, sur une terrible répression dans l'Est – avec, le 2 mai, le massacre des « rouges » d'Odessa (plus de 40 morts). Ressuscitée de la guerre froide, cette fièvre maccarthyste a provoqué une *décommunisation* conduisant à l'interdiction du Parti communiste le 24 juillet 2015 et à la sacralisation des vieux héros nationalistes collaborationnistes liés à la *Waffen SS*, coupables de crimes génocidaires. Troublante révision de l'histoire, niant le rôle de l'Armée rouge dans la libération de l'Europe et



Néonazis ukrainiens rendant hommage au bataillon SS Nachtigall

porté par les idéologies nazies de groupes paramilitaires comme *Azov*, *Donbass* et *Pravy Sektor*, contre le fantôme de Lénine. Ancêtre de l'OUN, courant fasciste créé en 1929, *Svoboda* a été le catalyseur de cette dérive brune occultée par la machine médiatique occidentale. Silence assourdissant.

La révolution kiévienne s'inscrit dans la vague des *révolutions colorées* néolibérales, ciblant l'espace post-soviétique des années 2000 et plaçant des dirigeants dociles grâce au soutien de rébellions nationalistes, fascistes ou religieuses, politique amorcée par la stratégie afghane de Brzezinski en 1979 – voire, par le putsch anticommuniste de 1973 contre Allende au Chili. À l'instar du modèle yougoslave de 2000 – appliqué en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et au Kirghizistan (2005) –, le *scénario ukrainien* est un processus supervisé par l'ambassade américaine. Le rôle des organisations gouvernementales et des ONG, comme l'ingérence droit-de-l'homme des dirigeants occidentaux, ont



Fascistes ukrainiens brandissant le portrait du Kollabo Bandera

été décisifs – avec les obscurs *snipers* du Maïdan – dans la réussite du putsch. Sans oublier l'activisme des mouvements étudiants anticommunistes liés au mouvement *Pora!* et sponsorisés de l'étranger par Soros. Un modèle révolutionnaire, axé sur le changement de régime.

Le 14 juillet 2016, l'ONU a regretté l'absence de « volonté réelle » de Kiev pour trouver les responsables du massacre du Maïdan du 20 février 2014 (plus de 50 morts). Aujourd'hui, il est clair que ces *snipers* sont liés à l'opposition radicale et qu'ils ont œuvré, avec les *milices brunes*, au renversement du pouvoir. Une pression « démocratique » a été impulsée par les fondations privées, les élites oligarchiques et le duo NEID-USAID, via un soutien dollarisé à l'opposition ukrainienne et à la propagande anticommuniste. En forte hausse – dépenses quadruplées en 2017 –, ce soutien est désormais intégré dans le budget américain en vue de financer la politique antirusse et, ainsi, d'institutionnaliser la stratégie du *regime change*.

Au cœur de l'Eurasie, on assiste au réveil d'une nostalgie brune ancrée dans un nationalisme identitaire visant la pensée déviante. Avec, au nom du *rêve libéral*, la montée d'une hystérie néo-maccarthyste renforçant l'extrême droite antisémite et prônant, via Porochenko, l'éducation bandériste de la jeunesse. ■

[1] **Stepan Bandera** (1909-1959) : dirigeant de l'*Organisation des nationalistes ukrainiens* (OUN) et fondateur de l'*Armée insurrectionnelle ukrainienne* (UPA), à l'origine de la *Légion ukrainienne* sous commandement de la *Wehrmacht* luttant contre l'Armée rouge et le danger « judéo-bolchévique ». Son idéologie brune est réhabilitée par le pouvoir actuel.

[2] **NDLR Zbigniew Brzezinski**, *Le grand échiquier*, Éd. Fayard, Poche, 288 p., 9,50 €

* Enseignant-chercheur, spécialiste de la Russie, Jean Geronimo est l'auteur de *Ukraine : une bombe géopolitique au cœur de la Guerre tiède*, ouvrage préfacé par J. Sapir et soutenu par M. Gorbatchev, Sigest, Alfortville, 2015, 200 p., 13,27 €.



RÉCEPTION INDIGNE ET RÉVOLTANTE AU SÉNAT ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Communiqué



Héritières de la Résistance des Juifs au nazisme, l'*Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* (UJRE) et *Mémoire des Résistants Juifs de la Main d'Œuvre Immigrée* (MRJ-MOI) sont révoltées et indignées que les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat aient reçu le 11 juin 2018 le président du Parlement ukrainien, Andry Paroubiy.

Ce dernier est l'un des fondateurs en 1994 du *Parti social-nationaliste d'Ukraine*, renommé *Svoboda* en 2004, qui glorifie la collaboration avec l'Allemagne nazie d'une partie de la population ukrainienne et de dirigeants, au cours de la Seconde Guerre mondiale. Andry Paroubiy revendique l'héritage des atrocités antisémites, entre autres, de la Shoah par balles, des déportations vers les chambres à gaz, des massacres de Babi Yar.

En agissant ainsi, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale ont délivré à Andry Paroubiy un vernis de respectabilité qu'il ne mérite certainement pas.

L'*UJRE* et *MRJ-MOI* protestent contre cette complaisance inadmissible, contre ce grave outrage, non seulement envers les victimes de ce génocide, mais également envers tous ceux qui ont eu le courage d'affronter l'ennemi nazi et, notamment, ceux qui se sont levés pour résister à l'hitlérisme dans tous les pays d'Europe. ■

Paris, 12 juin 2018

Jacques Lewkowicz

Président de l'UJRE

Claudie Bassi-Lederman

Présidente de MRJ-MOI

LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE : UN FRUIT À DÉCORTIQUER

par JACQUES LEWKOWICZ

En très peu de jours on a appris tout à la fois : la forte perte de valeur de la livre turque, l'existence d'un taux d'intérêt servi aux créanciers des USA très supérieur à celui qu'offre la France, la chute de la valeur de l'action de l'opérateur téléphonique « Free » et le sempiternel défilé des restructurations après rachats d'entreprises avec leur cortège de licenciements. On nous a, aussi, informés de la guerre commerciale menée par Trump et des répliques qu'elle entraînait tandis qu'est constaté, malgré toutes les volontés affichées d'amélioration, que la formation professionnelle au long de la vie est, encore, très peu efficace en France. Les informations économiques ont toujours une connotation politique. Mais cette dernière est souvent omise explicitement, quoique présente implicitement. C'est l'apparition brutale de ces informations, sans la moindre synthèse, qui permet ce tour de passe-passe. Pour passer de l'implicite à l'explicite, nous procéderons en trois étapes que l'on peut situer entre elles grâce à l'image d'un fruit comprenant une écorce, une pulpe et un noyau. C'est ce dernier qui donne son sens ultime à l'ensemble car il permet la reproduction du fruit. Néanmoins, les deux autres composantes sont nécessaires à son fonctionnement.

Une écorce déficiente car contradictoire

L'écorce, c'est la finance et le système monétaire. La monnaie, c'est de la dette. Lorsque les banques prêtent plus qu'elles ne reçoivent de dépôts, la différence entre les deux constitue autant de moyens de paiements nouveaux. Plus le crédit est facile, plus les dépenses sont faciles et en conséquence, plus l'investissement créateur d'emplois ou la consommation demandeuse de marchandises obtenues grâce à ces nouveaux emplois peut augmenter.

Pour cette raison, aussi bien la Banque centrale européenne, que son équivalent des USA et de la Grande-Bretagne et d'autres pays dominant l'économie mondiale ont, pour la relancer après la crise de 2008, prêté beaucoup aux banques ordinaires. La justification avancée était qu'ainsi, ces dernières pourraient faciliter l'expansion de leurs économies respectives par leurs prêts aux entreprises et aux ménages. Le succès n'a pas couronné cette tactique. À quelques exceptions près, la masse monétaire créée a servi à développer le volume des capitaux spéculatifs, devenus gigantesques, plutôt que les investissements et la consommation.

Il a, alors, suffi que le président américain, grâce à la guerre commerciale, à coup d'augmentation des droits de douane et de sanctions économiques qu'il a déclenchées, déstabilise l'économie des pays émergents à peine sortis du sous-développement (parmi lesquels la Turquie dont le cas est amplifié par la dictature d'Erdogan), pour que la masse des capitaux placée dans ces pays les quitte précipitamment pour s'investir dans l'économie américaine, dopée ponctuellement non par son efficacité, mais par les baisses d'impôts pesant sur les entreprises ou les revenus de leurs détenteurs.

Ceci est contradictoire. En effet, la demande de dollars ainsi créée vient augmenter sa valeur exprimée en monnaies du reste du monde, de sorte que le prix des exportations américaines monte ce qui crée une inflation diminuant le pouvoir d'achat des citoyens hors US. De plus, le creusement du déficit des finances publiques américaines, du fait des baisses d'impôts, néces-



site, pour que les créanciers des USA acceptent de faire au Trésor public américain les avances monétaires indispensables, d'élever les taux d'intérêts qui leur sont offerts à des niveaux qui peuvent être cinq fois plus hauts que ceux offerts par le Trésor public français.

En fait, il faudrait assécher cette masse monétaire baladeuse, source d'instabilité. Mais comment le faire sans déprimer une économie mondiale déjà peu dynamique ? Ce serait, pourtant, possible si les principales banques centrales du monde utilisaient la monnaie créée au financement des équipements publics, au développement des investissements dans la santé, l'éducation et la préservation de l'environnement. Rares sont les gouvernements qui, reflétant les intérêts des couches populaires, peuvent faire pression sur les banques centrales pour qu'elles adoptent une pareille orientation.

Une pulpe pleine de risques

Le fonctionnement d'une économie dont les titulaires des pouvoirs de décision des unités de production (les entreprises) sont disséminés et totalement autonomes, comme c'est le cas dans le mode de production capitaliste, repose sur une combinaison d'innovation et de concurrence. Si la monnaie peut stimuler ou déprimer ce fonctionnement, elle n'en constitue pas le moteur. Celui-ci provient des choix stratégiques risqués, destinés pour chaque unité à mener la guerre concurrentielle contre d'autres unités. Ces choix sont effectués par leurs décisionnaires mandatés par leurs propriétaires. Or, il se produit une oscillation quasi permanente de ces

choix. Deux possibilités extrêmes existent. La première consiste à utiliser l'innovation pour diminuer les coûts de production et offrir celle-ci à un prix inférieur à celui des concurrents. La seconde consiste à utiliser l'innovation pour offrir un produit aux qualités uniques, qu'il sera de ce fait possible d'écouler à un prix supérieur à celui des concurrents.

Périodiquement, les changements de stratégie effectués par les dirigeants des entreprises, souvent provoqués par des changements de propriétaires, conduisent à des restructurations synonymes de licenciements, soit par volonté de baisser les coûts, soit par exigence de passer à une production nécessitant des qualifications supérieures actuellement inexistantes.

Chacun de ces choix correspond à un pari risqué quant aux caractéristiques de la production les plus appréciées par la clientèle de ces entreprises. C'est là une source fondamentale d'instabilité dès lors que doit être respectée une contrainte de rentabilité maximum dans le délai le plus court possible. Ainsi, une entreprise comme l'opérateur téléphonique *Free* a utilisé une innovation organisationnelle lui permettant d'offrir des services à un prix inférieur à celui des concurrents, tandis que ces derniers investissaient pour rendre leurs services d'une qualité supérieure à celle de *Free*.

Les deux stratégies étaient risquées mais d'un risque différent selon le choix effectué par la clientèle potentielle. Or, la majorité de celle-ci a préféré un service de qualité supérieure quoique d'un prix plus élevé.

En conséquence, les ventes et les bénéfices de *Free* ont diminué. Les actionnaires, devant une chute des dividendes attendus, ont vendu leurs titres, faisant ainsi baisser le cours de ceux-ci. Dans l'hypothèse où *Free* disparaîtrait, il est vraisemblable que l'un des concurrents qui subsisterait (peut-être *Bouygues*) serait amené à rompre avec la qualité de service pour offrir des prix inférieurs. On voit dans cet exemple l'instabilité intrinsèque permanente de l'économie capitaliste qui ne peut être combattue que par une volonté d'organisation et de normalisation de la production qui encadrerait la concurrence dans des limites étroites mais la libérerait de la contrainte de rentabilité à court terme afin de donner sa pleine efficacité à l'innovation.

Un noyau constamment moins efficace

Le noyau, ce sont les caractéristiques du mode de production capitaliste. Celles-ci sont dominées par la recherche de profit non pour l'immobiliser en vue de satisfaire des besoins humains mais pour l'investir afin de l'augmenter de nouveau. Ce faisant, se produit une détérioration des conditions permettant sa reproduction.

Ainsi, pour développer leurs innovations, les entreprises font appel à une main d'œuvre dont elles attendent des capacités d'initiative toujours plus étendues. Ces capacités supposent, certes, une expérience professionnelle mais aussi de rendre cette dernière d'autant plus éclairante que les salariés concernés s'appuient sur une formation de base d'un niveau suffisant.

Or, comment financer un système éducatif efficace avec un patronat qui réclame toujours plus de baisses d'impôts pour augmenter ses profits ? On le voit, à travers cet exemple, la contradiction fondamentale du capitalisme entre la nature des rapports de production, dominés par la recherche du profit, et le développement des forces productives (autant écologiques qu'humaines) pourtant indispensables au fonctionnement de toute société est insoluble. Seule la lutte organisée des populations concernées peut permettre de dépasser cette contradiction. ■

ACCORDS DE MUNICH

MUNICH ET LES MUNICHOIS, 80 ANS PLUS TARD

[Suite de la page 1]

L'histoire vraie de l'exécution de la Tchécoslovaquie...

Les mêmes croisés n'exposent cependant *jamais* aux peuples, ainsi dissuadés de pactiser avec l'armée des nouveaux Hitler menaçant « l'Occident », ce que fut la conférence de Munich. Tenue dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938 entre Hitler, flanqué de Mussolini, officiel entremetteur, Chamberlain (Londres) et Daladier (Paris), elle fut l'aboutissement du vieux lâchage français de la Tchécoslovaquie et un moment-clé de « l'Apaisement » franco-anglais face à un impérialisme allemand ouvertement belliqueux.

La Tchécoslovaquie avait été le symbole par excellence de la victoire de l'impérialisme français sur les empires centraux, seul « État successeur » *stricto sensu* de l'empire austro-hongrois, les deux autres, la Roumanie et la Serbie, devenue Yougoslavie (officiel « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » jusqu'en 1929), n'ayant été que grossis de dépouilles austro-hongroises. De cet État, créé par la France et qui resta jusqu'à sa mort dévoué à l'impérialisme français, le groupe Schneider du Creusot (Eugène Schneider en personne) avait fixé les frontières conformément à ses intérêts métallurgiques et miniers : il avait convaincu le Quai d'Orsay d'intégrer le territoire de Teschen, riche en charbon, au nouveau-né plutôt qu'à la Pologne, les travailleurs tchèques se montrant moins combatifs que les mineurs polonais. Schneider reçut aussi la propriété ou, plus tard, le contrôle complet, au prix de retouches cosmétiques du capital, du fabricant d'armements Skoda, équivalent autrichien de Krupp. La norme française de préservation de l'alliée-reine avait largement motivé **l'interdiction de l'Anschluss** signifiée au Reich, tant par le traité de Versailles que par celui de Saint-Germain : les « milieux bien informés » clamaient en 1918-1919 que l'annexion de l'Autriche entraînerait fatalement, et à très bref délai, celle de la Tchécoslovaquie.

C'est Schneider aussi qui dicta sa mort, dans un contexte éclairant bien les rapports entre l'impérialisme français et les impérialismes dominants. Le « Diktat » de Versailles n'avait pas été *respecté d'emblée* dans divers domaines, vu l'inclination du capital financier français à ménager son homologue allemand, partenaire essentiel, en Sarre et ailleurs, et pro-

tégé du grand allié américain, créancier impérial. Dès les années 1920 de la « réconciliation » franco-allemande officielle et plus encore dans la décennie 1930, les cartels métallurgiques consacrèrent l'écrasante supériorité de l'industrie allemande, avec l'aval du grand capital français, y compris dans le **fief colonial est-européen que lui avait ménagé la victoire de 1918 (« États successeurs » et Pologne)**.



Daladier signe l'accord sous le regard de Hitler

Pendant la crise, qui fit s'effondrer les exportations et alors que « les marchands de canons » français répugnaient à réarmer la France contre le Reich, Schneider déplora la concurrence de Skoda. La maison mère viola les accords antérieurs, notamment sur le monopole « tchécoslovaque » du marché roumain, si prospère, comme le marché polonais, ces deux États s'armant jusqu'aux dents contre... l'URSS ; puis elle jugea plus rentable de *vendre* Skoda au Reich qui, lui, réarmait et avait besoin du notable potentiel militaro-économique de Prague.

Paris n'avait rien à redouter du haut personnel politique de la « démocratie » tchécoslovaque, seul présentable des États alliés antisoviétiques, la Roumanie, la Yougoslavie et la Pologne étant aux mains de féroces dictatures consolidées par des armes et des auxiliaires français : pourvu de prébendes, dont des sièges de conseils d'administration chez Skoda-Schneider et ailleurs : il mangeait

dans la main de ses bienfaiteurs français.

Aussi sensible aux sirènes allemandes que son tuteur français, il se résigna dès 1928 à... l'Anschluss, **Beneš et les siens inclus**. La sécurité nationale du pays dépendait de la maîtrise des Sudètes montagneuses, pilier géographique et économique de sa résistance militaire où se trouvait concentré le matériel Schneider, avec une réplique de la Ligne Maginot, et de son **alliance « de revers »** anti-allemande.

L'alliance militaire défensive Beneš-Herriot de 1924-1925 ne valait rien. Joseph Barthélémy, l'obligé du Comité des Forges, fasciste éminent et futur ministre de la Justice de Pétain, fut chargé de le notifier aux imminents crucifiés, le 11 avril 1938, dans un retentissant article du quotidien dudit Comité, *Le Temps*, voix du Quai d'Orsay et prédécesseur du *Monde*. Cette alliance était même si creuse que Paris avait voulu supprimer son attaché militaire à Prague dès la fin des années 1920, puis avait renoncé à cet aveu prématuré, laissant en poste jusqu'à l'hallali final le tchéco-phil mais impuissant général Faucher, privé de « mission militaire ».

La seule alliance qui eût pu sauver Prague était celle de l'URSS, conclue le 16 mai 1935 et liée à l'alliance franco-soviétique du 2 mai. Laquelle était vide, puisque Laval, ses successeurs, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger (1933 - mai 1940) [1] et le ministère de la Guerre, déchaîné contre les barbares de l'Est, s'arc-boutèrent efficacement jusqu'en août 1939 contre la conclusion des accords militaires et aéronautiques qui seuls pouvaient lui donner vie. Ils interdirent aussi à leurs féaux, dont Beneš, d'appliquer l'alliance tchéco-soviétique que Moscou avait proposé de rendre bilatérale à Prague, de 1936 à la capitulation tchécoslovaque devant le diktat franco-anglais.

Parmi les grâces que les **A p a i s e u r s** comptaient accorder en 1938 au Reich, strictement incapable de se lancer dans la guerre mais si bon client, débiteur compréhensif et si

par ANNIE LACROIX-RIZ résolu à débarrasser tout le monde des Soviets (mais aussi obsédé par la « Revanche » contre l'Ouest), figurait l'Anschluss. Celui-ci eut tranquillement lieu, en mars 1938, comme prévu à la réunion franco-anglaise tenue à Londres le 29 novembre 1937, où les radicaux Chautemps, président du Conseil, et Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères, firent mine de céder à la « gouvernante anglaise » — Chamberlain, Premier ministre, et Eden, secrétaire au Foreign Office —, qui les enjoignait de satisfaire aussi les « légitimes » revendications nationales des Sudètes émises par le pantin de Berlin, Henlein. Paris et Londres recueillirent les chaleureux applaudissements de Washington, qui semblait alors indifférent à la tutelle allemande sur l'Europe, et du Vatican, instrument inconditionnel de l'expansion du Reich depuis que Benoît XV s'était engagé début 1919 à l'aider à reconquérir « l'Altreich » (dans ses frontières de novembre 1918) et à conquérir la *totalité* de l'empire austro-hongrois dont l'Église romaine guidait les peuples de la naissance à la mort.

À cette avant-dernière étape de l'invasion, franchie le 1^{er} octobre 1938 avec celle des Sudètes, succéda aisément l'ultime : l'assaut allemand contre le moignon tchécoslovaque, le 15 mars 1939. Entre les deux, en décembre 1938, Schneider avait sous masque « tchèque » vendu Skoda au tandem Dresdner Bank-Krupp, via le futur premier ministre des Finances de De Gaulle, Aimé Lepercq, chef de **l'Union européenne industrielle et financière** (Schneider), et sous l'Occupation « directeur responsable » du comité d'organisation des houillères (dites « combustibles solides »). Le « Sedan diplomatique » [2], gage d'invasion de la France, avait été ratifié le 4 octobre à la Chambre des Députés par 535 voix — de la SFIO à toute la droite réunie — contre 75 : celle des 73 élus communistes, du très droitier mais antinazi Henri de Kerillis et du SFIO Jean Bohey.

Le « sursaut » officiel d'après 15 mars 1939 des « pacifistes », pur leurre, n'est revendiqué que par les historiens indifférents aux sources originales, et *tous* ceux qui, le 10 juillet 1940, votèrent les pleins pouvoirs à Pétain, avaient ratifié Munich et agréé ses suites. ■ ■ ■

[Suite en page 7]



Daladier en voiture avec Goering

MUNICH ET LES MUNICHOIS, 80 ANS PLUS TARD

[Suite de la page 6]

L'inusable couverture des « Munichois » : le pacte germano-soviétique

Comment décrire publiquement ce que fut « Munich », où, *sciemment*, les Apaiseurs permirent au Reich, non seulement de liquider un allié présenté si longtemps aux Français comme pivot de « l'alliance de revers », mais aussi d'effacer leur victoire de 1918 ?

Pourquoi parler de ce qui fâche, alors qu'on peut continuer à fustiger la « trahison » des Soviétiques, le pacte de non-agression germano-soviétique, et à cacher la double réalité qu'ambassadeurs et attachés militaires français et britanniques avaient serinée du tournant de 1932 (où fut nettement perçu, à Paris et à Londres, le tournant antiallemand de la politique extérieure soviétique) jusqu'au jour, inclus, de la signature du pacte, le 23 août 1939 : • 1° contre le péril militaire allemand, « les Russes » voulaient en revenir à l'alliance tripartite de 1914 mais, • 2°, s'ils se heurtaient au veto de Paris et Londres, ils devraient négocier un compromis provisoire avec Berlin. La haine antisoviétique obstinée réalisa

toutes les prévisions de septembre 1938, pas seulement celles des communistes, sur les funestes conséquences du « Sedan diplomatique » signé à Munich : l'imminente invasion, que l'alliance et les divisions russes (pas « les taxis de la Marne ») avaient évitée à la France en 1914-1915. C'est l'assassinat franco-

anglais de la Tchécoslovaquie, suivi du rejet des offres d'alliance soviétiques, formelles et renouvelées, qui définit les « Munichois ». Ceux dont les héritiers contemporains se font aussi allègrement que jadis piétiner par leurs puissants « alliés » ou tuteurs en ferraillant contre des « Munichois » imaginaires. ■



01/10/1938 Les accords de Munich signés, les troupes allemandes entrent dans la région des Sudètes (Tchécoslovaquie).

par ANNIE LACROIX-RIZ

[1] NDLR Marie-René Auguste Alexis Leger, dit Saint-John Perse, fut aussi poète, écrivain et lauréat du prix Nobel de littérature en 1960.

[2] Gabriel Péri, *L'Humanité*, 01/10/1938.

Références

• Michel Collon spécialiste de la « propagande de guerre », *Poker menteur. Les grandes puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres*, EPO, Bruxelles, 1997, épuisé mais proposé sur les sites de la FNAC et d'Amazon, et *Libye, OTAN et médiamentions : Manuel de contre-propagande*, Investig'Action, 2011.

• Géraud André (Pertinax), *Les fossoyeurs : défaite militaire de la France, armistice, contre-révolution*, New-York, Éd. de la Maison française, 1943, 2 vol., 284 p.

• Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Armand Colin, Paris, 2010, 710 p., 21,10 € ; *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Armand Colin, Paris, 2010, 688 p., 40,60 € ; *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3^e République, 1938-1940*, Armand Colin, Paris, 2008, 416 p., 32 € ; *Aux origines du carcan européen, 1900-1960. La France sous influence allemande et américaine*, Delga-Le temps des cerises, Paris, 2016, 197 p., 10,81 €.

ARAGON, JOURNALISTE, FACE À « LA PAIX À PLAT VENTRE »

La Société des amis d'Aragon et Elsa Triolet publie pour la première fois, dans ses Annales, les chroniques de Louis Aragon parues dans le quotidien *Ce Soir* sous le titre *Un jour du monde**. La première livraison, de plus de 400 pages, contient les articles de l'écrivain consacrés à l'accord de Munich, de septembre à décembre 1938. Présentation de François Eychart pour qui « Un jour du monde est à rapprocher de *Choses vues* de Victor Hugo ». Dans cette véritable insurrection de l'esprit contre « la paix à plat ventre », Aragon se dresse contre l'antisémitisme, non seulement celui des nazis mais encore celui qui bafoue la France : « Le mot antisémite n'est pas français », écrira-t-il. Nous publions ici un extrait de l'un des articles sélectionnés par François Eychart. Il est daté du 1er octobre 1938. La veille, Français et Anglais venaient de livrer la Tchécoslovaquie à Hitler avec la paix en prime... BF

La grande illusion

Le monde entier, cela est un fait, respire. Il avait cru à la guerre pour jeudi dernier. On lui avait donné vingt-quatre heures de délai. Il lui restait l'échéance du 1er octobre.

Sans doute, dès 19h35, on annonçait que les Pays-Bas ajournaient leur mobilisation partielle. Mais rien jusqu'à présent ne nous permet d'affirmer que l'Allemagne démobilise, la Hongrie est toujours sur le pied de guerre et l'on ne sait pas ce que la Tchécoslovaquie fera, elle qui n'a point été consultée. Les Français et les Anglais vont-ils les premiers regagner leurs foyers ? M. Lucien Romier apprécie ainsi dans *Le Figaro* la situation :

« À l'heure où j'écris, l'accord de principe sur la question des Sudètes paraît déjà réalisé à Munich. Une tension diplomatique nettement décriée. Mais une tension militaire que les préparatifs faits par l'Allemagne et les mesures prises partout pour répondre à ces préparatifs continueront à soutenir un temps mal défini. Tels sont les termes de la situation. »



Sans sous-estimer l'importance du temps gagné, du retour proclamé au plan de Londres et non à celui de Godesberg, il serait léger, il serait dangereux, il serait criminel de se laisser aller au seul mouvement que détermine l'annonce d'une paix maintenue. De Berchtesgaden à Godesberg, un semblable mouvement avait entraîné bien des hommes qu'illusionne encore le langage diplomatique.

Une paix ne s'achète pas à n'importe quel prix, et craignons d'apprendre que le prix déjà exorbitant que nous la faisons payer à la Tchécoslovaquie ne soit pas le prix véritable. L'accord est plein de réserves hitlériennes ; jusqu'à la garantie des frontières nouvelles qui est pour trois semaines au moins différée pour M. Hitler. Les questions polonaise et hongroise restent en suspens, avec un dangereux préjugé favorablement accepté par MM. Chamberlain et Daladier pour les thèses annexionnistes.

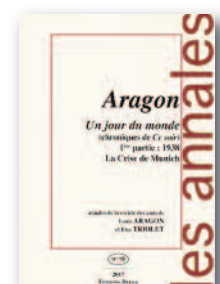
Ce qui est éclatant, c'est qu'en Allemagne, en Italie, en Autriche des hommes avaient un instant levé la tête. Sur les murs de Rome, pendant les

exercices de défense passive, des inconnus avaient écrit : « Nous ne nous battons pas contre les Français. » À Vienne, des tracts « subversifs » ont circulé, c'est-à-dire des tracts antifascistes pour la paix, et l'on a dû renoncer aux exercices de défense passive. En Allemagne, les soldats refusaient de mettre baïonnette au canon pour encadrer les mobilisés récalcitrants, le mensonge du bloc belliciste apparaissait à la lueur des fermes mesures de Paris et de Londres. Craignons d'avoir découragé des amis de la France et en plus du camp fasciste, d'avoir renforcé la position de ceux pour qui la guerre est un dogme et le but essentiel de l'État.

Samedi, cela seul est certain, commence, avec l'aide fraternelle britannique, l'entrée de l'armée allemande en Tchécoslovaquie. Les conséquences de cet acte sont imprévisibles et menaçantes. ■

Ce Soir, 1^{er} octobre 1938, extrait.

* Aragon, *Un jour du monde. Chroniques de Ce soir*, première partie : 1938, la crise de Munich, Annales n° 39 / Éd. Delga, 472 p., 22 €, disponible chez l'éditeur et en commande à la Salaet, 29, rue Bouret, 75019 Paris. Le lecteur trouvera, pp.27-28 une « chronologie des principaux événements politiques de septembre à décembre 1938 » qui va du 12/09 au 27/12.



L'apport des écrivains juifs de Berlin à la littérature allemande

I. MOSES MENDELSSOHN, LE « SOCRATE ALLEMAND »

par FRANÇOIS MATHIEU



Dans un ouvrage paru à Berlin en avril dernier et brochant 99 portraits d'écrivains qui ont survécu « à la terreur d'État et aux purges », l'écrivain allemand Hans Magnus Enzensberger [1] se demande : « Pourquoi y a-t-il parmi vos survivants autant de Juifs ? » Et répond : « Parce qu'ils ont eu une vie plus dangereuse que les autres, et parce qu'ils appartiennent à un peuple qui doit au Livre sa survie dans l'éparpillement. L'automutilation que, par son antijudaïsme, l'intelligence allemande s'est infligée, a des conséquences qui, aujourd'hui, sont encore perceptibles. » Une phrase magistrale que l'on voudrait avoir soi-même écrite. Et qui s'applique parfaitement à nos recherches – sauf que nous avons décidé de les consacrer au seul Berlin –, tour à tour capitale du royaume de Prusse, capitale du Reich allemand au lendemain de l'unité allemande, capitale de la République de Weimar puis de l'Allemagne nazie, avant d'être coupée en deux jusqu'en 1990, et capitale enfin d'une Allemagne réunifiée que l'on voudrait apaisée alors qu'on y connaît encore, çà et là, des relents d'antijudaïsme.

L'histoire de la littérature des juifs allemands est parallèle à leur pouvoir d'émancipation qui ne fait pas fi de leurs racines, tout en leur permettant de figurer en bonne place dans le grand livre de la littérature allemande, telle une force motrice. Aussi ambitionnons-nous ici de portraiturer ces écrivains dans leur cadre berlinois. Nous nous proposons de commencer par Moses Mendelssohn, puis de poursuivre par les femmes des salons littéraires, telle Rahel Varnhagen, par Heinrich Heine, pour finir par des hommes et des femmes de lettres ayant écrit sous le Deuxième et/ou le Troisième Reich.

À u mitan du XVIII^e siècle, Berlin fait partie des plus belles villes d'Europe. Dans un environnement forestier de pins et de bouleaux mêlés, agrémenté d'une myriade de lacs, traversé de plusieurs cours d'eau, l'air y est pur, les rues principales sont longues et larges, et même pavées dans les villages de la banlieue.

Depuis qu'en 1671 Frédéric-Guillaume I^{er} de Brandebourg, dit le Grand Électeur, luthérien, a autorisé cinquante familles juives aisées, chassées de la Vienne catholique, à s'installer à Berlin, la communauté juive s'est agrandie. Il faut dire qu'à son avènement en 1640 – la guerre de Trente ans s'achève en 1648 – Berlin-Cölln ne compte plus que 6 000 habitants, la moitié des 1 400 maisons encore debout sont inhabitables. Quelques années plus tard, par l'édit de Potsdam de 1685, il invite les huguenots chassés de France lors de la révocation de l'édit de Nantes, à s'installer dans le Brandebourg.

Quand le jeune Mosche mi-Dessau, Moses de Dessau, arrive dans la ville à l'automne 1743, la communauté juive compte presque 2 000 personnes pour un peu moins de 100 000 habitants. Quarante-trois ans plus tard, Friedrich Nicolai, ami et éditeur du philosophe, publiera une monographie minutieuse de Berlin, dans laquelle il comptera déjà 112 000 habitants, dont 3 372 Juifs. Cependant l'autorisation donnée à ces derniers de s'installer à Berlin par le Grand Électeur a été assortie de restrictions qui cantonnent les nouveaux Berlinois dans le commerce et le prêt d'argent. Certes, sous l'influence de rabbins polonais – polonais, parce que considérés comme meilleurs docteurs de la loi que les Allemands – qui veillent à ce que la communauté reste coupée de son environnement, la première génération des nouveaux arrivants vit repliée sur elle-même, avec pour langue écrite l'hébreu et pour langue parlée un « *Judendeutsch* » [2], un jargon [2] judéo-allemand ; en revanche, les générations suivantes commencent à sentir le besoin d'accéder à la culture environnante, ce qui passe avant tout par l'apprentissage et la pratique de la langue allemande.

Frédéric II (1712 -1786), premier roi de Prusse, petit-fils de Frédéric-Guillaume I^{er}, est certes resté dans l'histoire en tant que « despote éclairé », ami de Voltaire, mais son ouverture d'esprit à l'égard des juifs a présenté bien des limites. Le 17 avril 1750, dix ans après son arrivée au pouvoir, il fait édicter un « règlement général » qui considère les juifs comme une « nation » laquelle se distinguerait par la langue, la religion, les coutumes et des signes distinctifs, tel le port de la barbe (rendu obligatoire !). Mais il codifie cette « nation » en la décomposant en six groupes sociaux au statut strictement réglementé : au sommet, une classe supérieure de 152 familles, qui œuvrent dans « *le négoce, le commerce, les manufactures, les fabriques* », et dont certaines, les plus riches, peuvent accéder à l'obtention des droits

civiques, et, tout en bas, la classe des employés et du personnel de service qui n'ont pas le droit de se marier, et ne sont autorisés à demeurer à Berlin que tant que dure leur « contrat » de travail.

En 1743, **Mausche mi-Dessau** longe les remparts sud de Berlin. Âgé de quatorze ans, le jeune homme est juif,



Dans la maison de la *Spandauer Straße*, Moses Mendelssohn (à gauche), Lessing (debout) et Lavater

contrefait, bossu. Moses ben Mendel Heymann vient de parcourir les cent quarante kilomètres qui séparent sa ville natale de la grande ville. En grande partie à pied, si ce n'est en totalité. Il est venu rejoindre son maître vénéré, le grand-rabbin David Fränkel. À la porte de Potsdam, on lui refuse l'entrée. À la porte de Brandebourg, même refus. C'est que pour les Juifs, il n'y a à Berlin qu'une seule porte d'entrée autorisée, la porte de Rosenthal. Pour les Juifs... et le bétail ! « *Aujourd'hui, six bœufs, sept cochons, un juif ont franchi la Rosenthaler Tor* », écrira un descendant du jeune piéton.



Plaque sur la maison de Mendelssohn

Cette porte est administrée par la communauté juive. Donc, quand Moses se présente, c'est devant un commis juif qu'il doit décliner son identité. À la question sur le motif de sa venue, il répond qu'il vient pour « *apprendre* ». Puis à celle sur la personne qui l'accueillera : « *le grand-rabbin Fränkel* ». Apprendre ? Plein d'égards le commis le laisse entrer dans Berlin. Pour une double raison. L'étude ? Le commandement de connaître et comprendre les textes sacrés est le devoir premier de tout juif. Quant à Fränkel, en tant que grand-rabbin, il est au sommet de la hiérarchie qui emploie le commis de barrière.

Celui qui, à partir de 1760, signera ses écrits Moses Mendelssohn (1729-1786), d'abord juif étranger sans protection, sauf celle de son maître, subvient à ses besoins en effectuant des travaux de copiste et en donnant des cours d'hébreu, tout en étudiant en autodidacte plusieurs langues, la philosophie et les mathématiques. Il habite d'abord dans une mansarde de la *Propststrasse* près de l'église Saint-Nicolas, puis emménagera en 1762 dans la *Spandauerstrasse*, un an avant que le roi Frédéric-Guillaume II ne leur accorde, à lui et sa famille, le privilège général d'un séjour de longue durée à Berlin. Engagé ensuite comme précepteur par un négociant en soieries, il en deviendra le secrétaire-comptable, puis l'associé, avant, à la mort de celui-ci, d'en reprendre l'affaire.

En donnant une nouvelle traduction du *Pentateuque* et des *Psaumes*, Mendelssohn introduit une réforme de la lecture des textes, là où l'on ne disposait que d'apologues tirés de l'*Agada* talmudique éloignés des textes fondateurs, une traduction aussi importante que celle de Luther transposant la Bible en allemand, l'acte créateur de la langue allemande moderne unifiée.

Ce faisant, Mendelssohn entend habituer les juifs au haut-allemand, et faciliter ainsi leur contact avec la société allemande et sa culture. Au centre de la réflexion philosophique sur la tolérance, médiateur entre juifs et chrétiens, le « Socrate allemand » écrira le *Phédon ou sur l'immortalité de l'âme* (1767), *Jérusalem ou Pouvoir religieux et judaïsme* (1783) et les *Matinales ou les Cours sur l'existence de Dieu* (1785), œuvres inspiratrices du courant intellectuel juif progressiste de la *Haskala* (connaissance, lumière), faisant de Berlin le creuset d'un échange culturel nouveau entre Allemands juifs et Allemands luthériens. Cependant, Moses Mendelssohn meurt sans avoir terminé la traduction de l'*Ancien Testament*. ■

[1] Hans Magnus Enzensberger, *Überlebenskünstler. 99 literarische Vignetten aus dem 20. Jahrhundert* [Artistes en survie. 99 vignettes littéraires du XX^e siècle]. Ed. Suhrkamp, Berlin 2018.

[2] Jargon est entendu ici comme une langue particulière d'un groupe, en train de se faire. Le **YuddenDeutsch** est une langue composite que l'on peut assimiler à une branche du yiddish.

YONATAN BERG, « DONNE-MOI ENCORE CINQ MINUTES »

par JEANNE LAFON-GALILI

C'est un premier roman, parfois maladroit (bavard comme les prises de parole qui opposent les personnages dans les grands moments) mais qui mérite d'être lu tant le sujet, politique, traité avec intelligence et l'écriture, à la fois énergique, poétique, nous font signe. La Cisjordanie, des pentes arides qui descendent jusqu'à la mer Morte, des paysages fabuleux : ce sont les territoires occupés par des juifs orthodoxes et, presque collés l'un à l'autre, un village palestinien. Ce qui agite et divise la population c'est le démantèlement annoncé par l'État : une implantation illégale de religieux sur un territoire palestinien. Le sujet est brûlant et violente la réaction à l'intérieur du village israélien dont on se demande qui sont les provocateurs.

Deux personnages envahissent le récit, deux jeunes gens qui vont porter l'Histoire en même temps que leur vie. Ils ont grandi ensemble, fréquenté la même *yechiva* et tout les a séparés. Tout ? Non. Arrive ce qui fait l'intérêt de ce récit, le moment où et l'un, et l'autre, sont amenés à faire un choix.

Bnaya, marié, père de deux enfants, ne s'avoue qu'à moitié combien sa vie est terne alors que, jeune, il s'est battu pour son « idéal ». Il est surtout complètement bridé par les interdits qui rendent la sexualité du couple d'une tristesse que sa femme ressent fortement, cette « tyrannie mensuelle... ces lois qui dictent le moment où elle a le droit et celui où c'est interdit »... Accoler les lits, les séparer, « quel ennui ». Une scène très longue et pleine de sens nous fait participer à un mariage. Les hommes et les femmes sont évidemment séparés, la conversation qui

s'amorce entre Yaël et une jeune fille qui n'a pas de mari dit leur désarroi, la déception de l'une, le rôle tristement répétitif de la femme. Et autour d'elles, les hommes (pantalon noir, chemise blanche dont un pan sort du pantalon) commencent une danse hystérique « en avant, en arrière... reviennent se tortiller ».

Bnaya est comme ivre (mais les autres aussi comme s'ils se défoulaient un moment pour revenir, après cette soirée de folie, à leur vie.) Tellement longtemps, pense-t-il, qu'il n'a pas ressenti ce tourbillon vertigineux, ce corps qui bouge dans une danse de folie.

Pour Yoav, étudiant à Tel-Aviv, laïc, sa vie semble n'avoir guère de sens. Il va de « fête en fête », malade des beuveries, de la drogue dont il se réveille à peine et qui un soir, font affleurer un souvenir oublié. Pendant son service militaire, son commandant, Segal, et ses compagnons, ont poursuivi un « suspect » qui s'est réfugié dans une maison du village palestinien, blessé à mort pendant que le commandant allongé sur le canapé bleu de la pièce a un trou béant à la gorge. Imaginée ou réelle, une chanteuse « chante le sang sur le visage, fleur de sang coagulé sur le visage de qui ? De Segal ou du terroriste » Dans un geste à la fois grandiose et ridicule, un vieillard, le père du suspect, malgré les armes qui le visent, tend sa ceinture sans un mot, pour juguler l'hémorragie de l'ennemi. Yoav a choisi d'accepter de faire son service militaire. Comment revenir en arrière ? Il comprend alors qu'il doit reprendre le chemin vers son village, sa jeunesse, à la recherche de sa vérité, de son sentiment de culpabilité.

Car lui reste, pesante, l'image du sang « et si le sang était encore visible ? » Le sien, celui du commandant, celui du terroriste, métaphore obsédante.

L'histoire de ces deux amis alterne et ils se retrouvent dans un questionnement qui met leur âme en jeu. Ce qui détermine la pause dans la vie de Bnaya est un événement inattendu. Il a surpris par hasard dans l'obscurité une bande de jeunes gens excités, ultranationalistes, qui cherchent à intimider Noam (voitures incendiées, tentative de pénétrer la nuit par effraction dans sa maison, coup de poing pour Bnaya). Noam est un homme expérimenté et ouvert qui pensait qu'une certaine façon d'exercer la religion était périmée. La cohabitation aurait été possible ; maintenant il fallait accepter de partir, quitter ce village. Ou tenter d'aller vers le vieillard dont le fils a été tué, tenter, encore et encore, le dialogue. Il entraîne Bnaya dans un voyage dangereux, la route est solitaire, quel ennemi tirera sur eux ?

Tenter le dialogue. C'est alors que Bnaya fait enfin le choix qui l'engage. Mais ce n'est ni facile, ni sans péril. Alors « j'ai besoin de cinq minutes de calme, Noam » « Donne-moi encore cinq minutes ».

Un décor luxuriant et âpre, une autre vie possible..., raconté par un auteur d'une belle honnêteté. ■

* Yonatan Berg, *Donne-moi encore cinq minutes*, Éd. L'Antilope, Paris, 2018, 512 p., 23,50 €

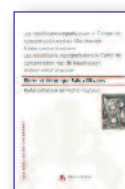


LA PNM signale

• François Szulman, *Le Petit Peintre de Belleville*, Éd. Le Manuscrit / Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2018, 176 p., 26 ill., 15,90 €. Notre ami, artiste-peintre reconnu, évoque dans cet ouvrage, qu'il illustre, son enfance dans le *yiddishland* parisien... et témoigne des années de guerre et d'après-guerre. Il fut longtemps coprésident de l'UEVACJ-EA.



• Olivares Véronique, Salou Pierre, *Les républicains espagnols au camp nazi de Mauthausen*, Éd. Tirésias, 2005, 883 p., 45 €. « Comme un drapeau rouge, jaune, violet, nous lisons dans ces pages l'histoire d'un peuple exclu et spolié de sa mère-patrie, mais qui se bat, et qui lutte, et qui combat ».



Réfugiés

DACHAU : UNE PERSPECTIVE « SYMPATHIQUE ET HUMAINE » POUR LES RÉFUGIÉS

par JOSÉ FORT*

La chancelière Angela Merkel a sauvé – pour combien de temps ? – son poste. Quant à son xénophobe ministre de l'Intérieur, il reste en fonction. Les deux branches de la droite allemande ont donc réussi à s'entendre sur le dos des réfugiés qui seront placés dans des « zones de transit » avant d'être expulsés.

Savez-vous où est installée la première « zone de transit » ? À Dachau, dans la banlieue de Munich !

Les plus jeunes ne le savent peut-être pas. Dachau est le premier camp de concentration des nazis. En 1933, le camp a été ouvert spécialement pour réprimer les communistes allemands. Puis, plus tard, il a été « modernisé » pour exterminer les juifs, des résistants, des communistes, des homosexuels, des tziganes...

À Dachau, plus de 40 000 personnes ont été assassinées entre 1939 et 1945. Dachau, c'était l'horreur. À un point tel que les déportés survivants ont gardé le silence pendant des années ne trouvant pas les mots pour décrire l'indicible.

À Dachau, les réfugiés de 2018 seront rassemblés dans le *Herb Garten*, une sorte de potager cultivé par les juifs déportés dans les années 1940 pour nourrir leurs tortionnaires. Tout un symbole.

Lorsqu'on évoque l'installation d'une « zone de transit » pour réfugiés dans sa commune à proximité de l'ancien camp de concentration, le maire de Dachau trouve la perspective « sympathique et

humaine ». « L'endroit est calme et loin de tout » ose-t-il vomir. Dans les années 1940, ses grands-parents n'avaient rien vu, rien entendu. Sa surdité et son aveuglement relèvent certainement d'un héritage familial. Dans la *Barbarie ordinaire*, Mušič à Dachau [1], Jean Clair écrit : « La mémoire – la culture – joua un rôle majeur dans le destin des déportés. » Et il prend pour exemple le peintre Zoran Mušič qui a réalisé au risque de sa vie une centaine de dessins décrivant ce qu'il a vu : les scènes de pendaison, les fours crématoires, les cadavres empilés. Peut-on oublier de telles horreurs ? Des alliances politiques véreuses, des compromis mortifères, enterrent une tragédie ou plutôt lui donnent une seconde vie. À Dachau, les nazis peuvent relever la tête : avec l'installation des réfugiés à la porte du camp, ils prennent leur revanche.

Leurs descendants new-look commencent eux aussi à s'installer : l'Union européenne avec à sa tête pour six mois le chancelier autrichien gouvernant avec les amis de Mme Le Pen, l'extrême droite aux affaires en Italie, en Hongrie et en Pologne. Cela commence à faire beaucoup. À laisser faire, le réveil pourrait être funeste. ■

[1] Jean Clair, *Barbarie ordinaire, Mušič à Dachau*, Gallimard, Paris, 2001, 176 p., 15,25 €

* Chronique de José Fort parue in *La Marseillaise week end* du 7/7/2018 et reproduite avec son aimable autorisation.



À VOS AGENDAS ...

LES JUIFS ET LA POLOGNE COMPRENDRE LE PRÉSENT À LA LUMIÈRE DU PASSÉ

INTERVENANT : VALÈRE STARASELSKI

Conférence organisée par le Pcf section de Montreuil jeudi 11 octobre à 15h30 au 10 rue Victor Hugo à Montreuil (M° Croix-de-Chavaux ou Mairie de Montreuil)

AVIS DE RECHERCHE

J'ai, entre 1942 et 1944, été cachée avec ma soeur et ma mère à Montlhéry dans l'institution mixte Bouteilly. Âgée aujourd'hui de 80 ans, je cherche à comprendre quel est l'organisme qui nous avait orientées vers cette institution. Le moindre renseignement peut m'être utile. D'avance merci. Écrire au journal qui transmettra. ■ Mme. Simone ZIDER.

IN MEMORIAM Philip Roth

Philip Roth vient de quitter ce bas monde à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Petit-fils d'émigrés, ses grands-parents venaient de la Galicie, qui, à l'époque, était austro-hongroise. Il a passé son enfance à Newark, dans le quartier juif de Weequahic. Il fait ses études supérieures dans sa ville natale, puis à l'université Bucknell de Pennsylvanie et enfin à l'université de Chicago où il commence à enseigner. Puis il obtient un poste à l'université de l'Iowa. Au début des années 1960, il abandonne sa carrière d'enseignant et s'installe à New-York.

Son premier livre est un recueil de nouvelles, *Goodbye Columbus*, paru en 1959 qui lui vaut le *National Book Award*. Son premier roman, *Letting Go* [1], paru en 1966, n'est encore qu'une tentative bavarde et maladroite. C'est *Portnoy et son complexe* qui va le faire connaître dans son pays et bien au-delà. Publié en 1969, il suscite des réactions violentes et sera interdit en Australie. Il introduit en effet Freud dans son œuvre. Son héros, Alexander Portnoy raconte toutes les obsessions de son enfance à son psychanalyste, le docteur Spielvogel. C'est une radiographie impitoyable, mais pleine d'humour, de tendresse aussi et de dérision du monde juif américain : il y évoque sa relation délicate avec sa mère Sophia, son initiation laborieuse à la sexualité au cours de son adolescence et enfin sa relation échevelée avec Mary Jane Reed, une *schiksè* [2] de la Virginie.

Roth revient sur *Portnoy* dans *Zuckerman délivré*, écrit en 1982, où il raconte l'histoire d'un écrivain qui accouche d'un *bestseller* scandaleux.

Très vite, sa littérature romanesque se divise en plusieurs cycles, celui de Nathan Zuckerman, celui de David Kepeesh, et la suite de *Némésis*. Tous ces ensembles s'interpénètrent sans pour autant offrir le véritable fil rouge de son dessein littéraire.

Disons, pour simplifier, que certaines œuvres prolongent ce qui est amorcé dans *Portnoy's complaint*, c'est-à-dire le portrait psychologique sans concession d'un petit juif de l'après-guerre, parfois inspiré par sa propre destinée.

D'autres tentent de produire une représentation des États-Unis à travers une expérience juive moderne (tout le contraire des frères Singer), et ce sont sans doute ses plus grands livres, comme *Pastorale américaine* (1999), *Le Grand roman américain* (2000), *J'ai épousé une communiste* (2001).

Le premier révèle à travers le personnage de Seymour Levov l'envers du décor, l'envers de la réussite à l'américaine pendant les années 60.

Le second raconte les pérégrinations d'une équipe de base-ball à travers le pays pendant la guerre.

Le dernier est le récit au vitriol du maccarthysme. Il faut ajouter à cet ensemble *La Tache* (2000) où Coleman Silk, un ancien doyen d'université, demande à Nathan Zuckerman de le laver de l'accusation de racisme : ce récit est inspiré d'une histoire vraie.

Mais, à mes yeux, le roman le plus marquant de Roth est sans nul doute *le Complot contre l'Amérique* (2006) où il a imaginé que Lindbergh, le célèbre aviateur aux idées nazies, se présente contre Roosevelt aux élections. Il est élu. L'histoire des États-Unis en est bouleversée et le sort de la guerre risque de l'être aussi !

Il ne faut pas oublier que Roth a été aussi un remarquable essayiste. *Du côté de Portnoy et autres essais* (1975), *Patrimoine* (1991) et surtout *Parlons travail* (2004) montrent à quel point il a su développer une pensée érudite et originale sur l'écriture.



Philip Roth

Quel bilan tirer de cette œuvre pléthorique ?

Évidemment l'affirmation d'un talent indéniable, puissant, malgré des hauts et des bas, surtout dans deux de ses désastreux derniers livres :

- *Exit Ghost* (2007), dernière apparition de Nathan Zuckerman, qui est une sorte d'hommage à Bernard Malamud et à Henry Roth, deux écrivains dont il s'inspire pour créer le personnage de Richard Kliman.

- *The Humbling (le Rabaissement - 2009)*, autobiographie de Simon Axler, acteur de théâtre, qui perçoit comme un échec sa vie qui, en pointillés, est celle de l'écrivain.

Même si Philip Roth s'est souvent laissé tenter par les sirènes de la mode, il n'en reste pas moins l'un des plus grands écrivains de la seconde moitié du XX^e siècle et du tout début du XXI^e. Sa vision du microcosme judéo-américain est un chef-d'œuvre. ■

[1] Lire du même auteur *Les débuts de Philip Roth* in *La Presse Nouvelle Magazine* n° 354 de mars 2018. [NDLR]

[2] *Schiksè* (yiddish) : Non juive.

UNE ENFANCE DANS LE GHETTO DE VARSOVIE



Jasia Reichardt, critique d'art et archivist, qui a été vice-directrice de l'ICA (*Institute for Contemporary Arts*) puis directrice de la *Whitechapel Gallery*, auteur de plu-

sieurs livres sur la technologie de pointe, a écrit un merveilleux ouvrage de souvenirs de son enfance qui vient d'être traduit en France*.

L'histoire commence en 1939, quand l'Allemagne attaque la Pologne et l'envahit en moins d'un mois. Jasia Reichardt relate tout ce qu'elle y a vécu pendant la période de la Seconde Guerre mondiale avec un regard d'enfant, le regard d'une petite fille de six ans au début de ces événements tragiques. N'ayant que des bribes de réminiscence, car ses parents s'efforcent de lui cacher une réalité qui se fait rapidement de plus en plus cruelle, elle a utilisé des lettres échangées par ses proches pour restituer ce qu'elle a pu vivre et comment elle l'a vécu. Elle a pensé ce livre avec beaucoup d'esprit et une relative légèreté, car elle a certainement pensé que ses lecteurs connaissent la vérité de ce que les Juifs polonais ont eu à subir.

Elle décrit avec fantaisie l'appartement familial, qu'elle nous fait visiter dans le menu détail. Ce n'est qu'au fil du récit qu'elle nous fait mieux connaître son père, architecte, et sa mère, qui donne des leçons de piano et illustre des livres, puis enseigne les enfants du ghetto. Le port de l'étoile jaune à l'automne 1939, le transfert dans le petit ghetto pendant

le mois d'octobre 1941, la description de la vie qu'elle y mène, tout cela transparait dans la correspondance échangée entre les parents et les amis, dont certains sont à l'étranger comme sa tante, l'artiste Franciszka Themerson qui a rejoint le gouvernement polonais en exil à Londres. Rien n'est vraiment dit dans ces lettres, à cause de la censure, mais on sent monter l'angoisse en palimpseste, avec les requêtes toujours plus fréquentes de colis, tout en affirmant aux correspondants que tout va pour le mieux.

Sortant peu de son domicile, sa mère ne voulant pas qu'elle voie le spectacle pathétique de la rue du ghetto, elle ignore en partie l'effroyable situation des congénères enfermés dans les deux ghettos. Au mois de juin 1942, elle quitte ce lieu maudit dans une ambulance sans que ses parents l'aient préparée à ce départ. Elle ne sait pas que les déportations ont commencé et que le petit ghetto n'existera plus, peu après, ses habitants étant pour la plupart envoyés à Treblinka.

Elle se retrouve dans un autre ghetto installé dans un hôpital psychiatrique à Otwock, où elle est accueillie par sa grand-mère. Celle-ci lui apprend les rudiments de la religion catholique et l'enfant ne s'en étonne guère. Elle prépare dans le plus grand secret son évasion car elle est consciente que ce ghetto sera bientôt réduit à néant : les déportés seront ou bien exécutés sur place ou bien envoyés à leur tour à Treblinka.

Elle est accueillie par des personnes qu'elle ne connaît pas et dont elle ne se rappelle même pas le nom. Jasia pourra même aller à plusieurs reprises à Varsovie, hébergée par des connaissances de son cercle de famille. Et ensuite elle est envoyée dans

un couvent à Otwock. Là, elle est baptisée et prend le nom de Maria Janina Teresa Ceglowska. En 1943, elle fait sa première communion. Personne ne sait qu'elle est juive. Elle retourne encore une fois à Varsovie pour être soignée dans un dispensaire religieux. Sa véritable origine n'est découverte que peu avant la fin des hostilités.

Quand la guerre est enfin terminée, sa tante Franciszka, installée en Grande-Bretagne, la recherche avec une patience infinie. Elle est alors recueillie par une tante qui s'occupe d'elle avec beaucoup d'amour. En fin de compte, elle part pour Londres et va vivre avec Franka et son mari Stefan (Stefek). Elle demeurera chez eux pendant dix ans. Elle a donc vécu la naissance de leur maison d'édition, *Gabberbochus*, et a suivi leurs différentes activités artistiques et littéraires.

Le livre se termine sans que l'auteur se soit un instant apitoyée sur son sort : il faut dire que Jasia est une miraculée et que tout ce qu'elle a vécu, en plein cœur de cet épouvantable moment de la Solution finale, tient vraiment du miracle. Ses grands-parents et ses parents ont disparu dans la nuit et le brouillard. Sa douleur a dû être immense. Mais elle a eu la chance de vivre parce que ses proches ont tout fait pour la sauver. Et l'existence qu'elle a menée jusqu'à ce jour est sa façon de leur rendre grâce de leur dévouement et de leur sacrifice. ■

* **Jasia Reichardt**, *Quinze voyages de Varsovie à Londres 1940-1945*, trad. de l'anglais par Aude de Saint-Loup, préf. Jean-Marc Dreyfus, Éd. de la revue Conférence, Trocy-en-Multien, 2018, 200 p., 54 illustrations, 25 €. ■



Cinéma LA CHRONIQUE de LAURA LAUFER



BlacKkKlansman - J'ai infiltré le Ku Klux Klan

de Spike Lee

AVEC JOHN DAVID WASHINGTON, ADAM DRIVER, TOPHER GRACE
GRAND PRIX DU JURY ET PRIX FIPRESCI* À CANNES

* Fédération Internationale de la Presse de Cinéma

Le film s'inspire d'un fait divers : Ron Stallworth, qui fut le premier policier et inspecteur afro-américain au sein de la police de Colorado Springs, devint agent de renseignements après qu'on lui eut confié la mission d'infiltrer un meeting de Stokely Carmichael (*Black panthers*) dans la ville. En 1979, il lit dans le journal local que le *Ku Klux Klan* cherche de nouveaux adhérents pour sa section de Colorado Springs. Il écrit à l'organisation, se fait passer pour un raciste blanc et travaillera, pour les besoins de l'enquête, avec un policier blanc et juif (Flip Zimmerman) de la brigade des stupéfiants qui le représente physiquement au sein de l'organisation suprématiste et dont il enregistre les conversations publiques ou privées. Le subterfuge réussit : Pendant neuf mois, Stallworth continue de se faire passer, par téléphone, pour un militant raciste et accède ainsi au dirigeant du KKK, David Duke. Ce dernier intervient personnellement pour lui obtenir sa carte d'adhérent. L'enquête menée par Stallworth démontrera que le KKK comptait parmi ses membres des militaires dont deux étaient membres du NORAD, organisation qui contrôle le déclenchement de l'arme nucléaire.

Spike Lee reste fidèle aux faits réels dans cette comédie efficace qui démonte les stéréotypes racistes. Il fait une grande place à l'antisémitisme du KKK qu'il montre comme obsessionnel : l'*Invisible Empire*, qui se vante d'être le socle de la civilisation blanche et chrétienne, est hanté par la phobie d'être pénétré puis envahi par les Juifs. Le comique corrosif permet à Spike Lee de dépasser sa propre colère contre les formes les plus brutales du racisme et d'atténuer l'aspect démonstratif du film au profit d'une jubilation qui amène le spectateur à entendre et voir une bande d'abrutis préparer leur guerre contre les Noirs et les Juifs. Et si le rire permet d'exorciser et de tenir à distance ce racisme dont Spike Lee se moque, le réalisateur a tenu à régler des comptes avec l'histoire du cinéma et des USA. Il rappelle qu'*Autant en emporte le vent* et *Naissance d'une nation* de D.W Griffith sont des films racistes. En réponse, c'est par le montage alterné qu'il clôt le sien. D'un côté, Harry Belafonte, figure historique du *Mouvement pour les droits civiques*, raconte le lynchage du militant Jesse Washington, en 1916, survenu après la sortie du film de Griffith. De l'autre, les récents événements de Charlottesville et le discours de Trump renvoyant dos à dos partisans du suprématisme blanc et contre-manifestants. ■



À VOIR

le magnifique brûlot de
ROGER CORMAN
The intruder
 AVEC **William SHATNER**
 (remarquable)
 ET **FRANK MAXWELL**.

Tourné en 1962, resté inédit en France jusqu'à ce mois d'août 2018, *The intruder* (le film a gardé son titre américain) passe encore dans les salles : Adam Cramer, membre actif d'une organisation raciste, suprématiste et anticommuniste, débarque dans une petite ville du Missouri et appelle ses habitants à s'opposer à l'intégration des élèves noirs dans les écoles jusqu'ici réservées aux Blancs. La diffusion du film fut entravée par diverses censures qui entraînèrent son échec commercial. Roger Corman tourna avec très peu de moyens ce film antiraciste terrifiant et remarquable. La fin du tournage fut précipitée : les habitants de la ville voulaient lyncher l'équipe quand ils découvrirent que le film était antiségrégationniste ! ■

VU À AVIGNON

Théâtre LA CHRONIQUE de SIMONE ENDEWELT

ÉVOQUER ROSA LUXEMBURG, CETTE GRANDE FIGURE RÉVOLUTIONNAIRE



Pas seulement la révolutionnaire, mais aussi la femme, pleine d'humanité, qui aimait la nature. Évoquer **Rosa Luxemburg** et converser avec elle, c'est rechercher une porte de sortie à notre XXIe siècle gangrené par les maux du capitalisme et les avatars de la social-démocratie. La prendre comme confidente, c'est lui dire la suite de l'histoire, nos interrogations, mais aussi les échecs du communisme, en prenant garde de ne pas déflorer la plus belle idée du monde qu'est le communisme. Le premier parti communiste allemand, la ligue spartakiste, dont Rosa était co-fondatrice, aura été lourdement écrasé. Marguerite Duras disait : « *Il faut des partis communistes même morts ne serait-ce que pour combler ce vide terrifiant après cet échec... Pourtant rien n'a été proposé d'aussi pur dans ce siècle, de plus noble que cela qui est mort...* ». Chercher avec Rosa comment défendre les causes humaines, celles pour lesquelles elle se battait. Rosa, celle qui a été assassinée avec **Karl Liebknecht** à la mi-janvier 1919 par les corps francs précurseurs des nazis de l'Allemagne hitlérienne. Notre époque questionne, dans un mouvement de va-et-vient, Rosa Luxemburg, via le « *Kabarett Allemand* », une forme très prisée de 1914 à 1930, interdit ensuite par les nazis. D'emblée s'ouvre la petite porte du théâtre, sans décor ou presque, pour mieux explorer toutes ses subtilités. Clin d'œil « aux trois coups », comédiens qui jouent de la fiction, de la présence-absence, des lieux, des temps. Pas de personnages hormis Sophie de la Rochefoucauld qui incarne Rosa. Des comédiens de talent dont deux chanteurs, du théâtre citoyen, du théâtre tout en subtilité, et une metteuse en scène, Viviane Théophilidès, qui n'en est pas à son premier coup de maître.



Affiche Ernest-Pignon-Ernest

russe et polonaise de Varsovie, elle est contrainte de s'exiler en Suisse puis en Allemagne, cachée dans une charrette par un prêtre. À 27 ans elle est attendue à Stuttgart pour faire un discours sur le but ultime qui doit être la conquête du pouvoir politique. Elle évoque la lutte des classes et s'oppose au réformiste Bernstein qui dit qu'on ne pourra se passer du capitalisme. Cette tête pensante que la réaction voulait abattre à tout prix était une internationaliste convaincue. « *Un monde sans frontières* », « *mon pays est partout où la liberté est menacée* » disait-elle. Elle fustigeait les sociaux-démocrates et leur nationalisme exacerbé, les réformistes, qui avaient voté les crédits militaires en 1914, portant ainsi avec la guerre un coup fatal au mouvement ouvrier. « *Trotsky disait que les vieux partis socialistes sont devenus le principal obstacle au mouvement révolutionnaire* ». Parmi les six chansons qui composent le spectacle, une chanson yiddish pour tous les « sans », une chanson gitane, et deux chansons originales, de Viviane Théophilidès, et de Anna Kupfer. Un spectacle intelligent et sensible, qui fait du bien, « *un travail de mémoire à explorer ensemble* » qui nous donne le sens de l'histoire et le goût de l'espérance malgré de sombres conjonctures. Est citée cette phrase de Jaurès : « *L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir* ». ■

* *Rosa Luxemburg Kabarett (J'étais, je suis, je serai)*. Vu au Théâtre des Carmes au Festival off d'Avignon. Texte et mise en scène de Viviane Théophilidès avec Géraldine Agostini, Anna Kupfer, Sophie de la Rochefoucauld, Viviane Théophilidès et Bernard Vergne. Tournée à venir.

SORTIES DE DVD

MÉLANCOLIE OUVRIÈRE UN FILM PASSIONNANT DE GÉRARD MORDILLAT

C'est l'histoire de Lucie Baud (1870-1913) ouvrière en soie dans le Dauphiné, « *Première femme syndicaliste et porte-parole féministe du début du 20ème siècle. Elle vouera toute sa vie au combat contre "l'infinie servitude des femmes"* ». Il n'y avait pas encore séparation de l'Église et de l'État. Une projection du film a eu lieu à l'Utopia dans le cadre du festival d'Avignon. Le DVD du film, accompagné de textes de Lucie Baud, sera en vente à la Fête de l'Humanité. A ne surtout pas manquer. ■

UNE AVENTURE THÉÂTRALE, 30 ANS DE DÉCENTRALISATION

Nous avons le plaisir de vous annoncer la prochaine parution en DVD de ce film de Daniel Cling. Notre chroniqueuse théâtre, Simone Endewelt, relatait sa projection en avant-première à Avignon l'an passé. Voir n° 348 de septembre 2017 (article « *La décentralisation : une aventure humaine* »). ■

ROBERT FALK, UNE SAISON PARISIENNE 1928-1938

par **BERNARD FREDERICK**

(Suite de la page 1)

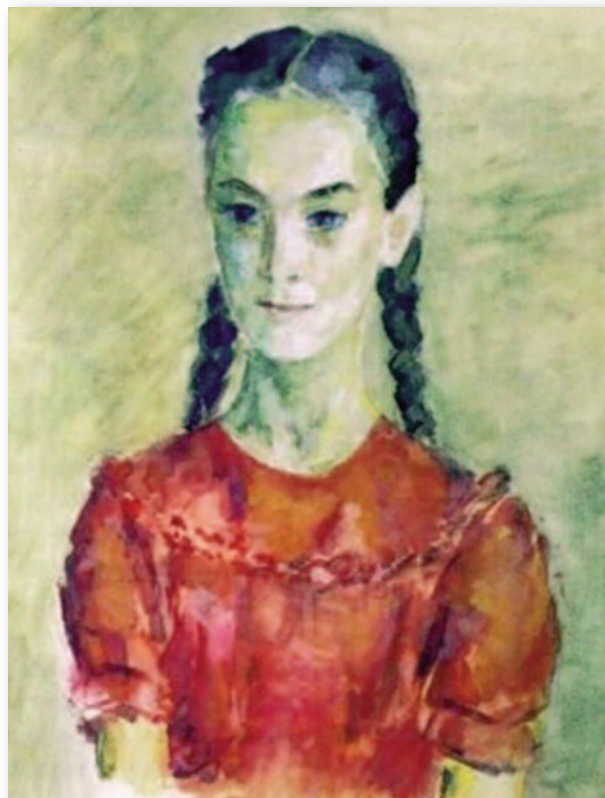
Les deux hommes ne se sont pas rencontrés à Moscou ou à Saint-Pétersbourg/Leningrad, mais à Paris. En 1930. Falk avait 44 ans, Ehrenbourg, 39. Le premier était arrivé dans la capitale française en 1928, en « mission » pour étudier le patrimoine classique. Le second, journaliste et écrivain, avait déjà résidé à Paris de 1908 à 1917 ; il s'y était réinstallé en 1921 et ne rentrera à Moscou qu'en 1940, deux ans après le peintre.

Robert Rafailovitch était plutôt un solitaire. Il ne fréquentait guère Montparnasse et n'avait pour tout ami dans la communauté russe parisienne, outre Ehrenbourg, que son collègue Chaïm Soutine qui avait émigré en 1912 et qui, timide maladif comme



Autoportrait dans un café parisien

lui, s'était tout de même fait une place à « La Ruche », y côtoyant alors les plus grands noms des arts plastiques et de la littérature. Soutine était pauvre, indigent même ; Falk ne valait guère mieux. « Voici, écrivait-il à son frère en 1932, la dernière propriété qui me manque. Pas que je ne fasse pas d'efforts. Non, au contraire. Mais je n'ai pas le nez pour les relations commerciales humaines. Et, peut-être, je ne vais pas mieux à cet égard, et pire encore... ».



La jeune fille aux tresses - 1938

Pourtant il expose : deux fois à la galerie Zak, en 1929, avec Chagall – à propos duquel il était très critique –, Larionov – avec qui il avait fondé le *Valet de carreau*, un mouvement pictural moscovite des années 1910-1913, dont le modèle était Cézanne –, Ivan Pouni et Soutine, et en 1937 à la galerie Van Leer. Il participe irrégulièrement aux Salons d'automne, au Salon des Tuileries et aux Indépendants. Vollard, Bernheim vinrent le voir mais n'achetèrent pas.



Paris - 1936

Falk vendit bien quelques aquarelles, c'était peu de chose. « Vous êtes probablement intéressé par mon existence, écrivait-il en 1934. Je dois vous dire que parfois je suis moi-même surpris, car avec mon très



Trois arbres sur le quai de la Seine à Paris - 1936

petit commerce, j'ai réussi à exister pendant six ans dans une période si difficile. Parfois, je réussis à vendre telle ou telle oeuvre ; mes aquarelles ont beaucoup de succès » Une autre fois, il confiait : « La technologie du marché est telle qu'il faut avoir son propre marchand, son critique assermenté ».

Pourtant, Robert Rafailovitch ne se plaignait pas. Il adorait Paris jusqu'à ce qu'il en fût déçu.

« Il y a beaucoup de Paris, écrivait Ehrenbourg, nous savons que le Paris des impressionnistes, le Paris brillant de Marc [Chagall], le Paris léger et doux d'Utrillo, les Paris de Falk sont lourds, sombres, gris, violets, Paris tragique, condamné et agité, enraciné dans le temps et vif ».

Le peintre n'a vécu à Paris qu'un peu plus de neuf ans mais pendant ce temps il a changé quatorze fois d'adresse. Il expliquait, raconta Ehrenbourg, que « les quartiers de Paris ne se ressemblaient pas et



Robert FALK

qu'il voulait non seulement voir quatorze villes différentes, mais aussi y vivre ». Paris n'est « pas une ville mais un paysage » disait-il. Falk a peu voyagé en France : il a fait un tour en Corse, est allé au devant des pêcheurs bretons et, bien sûr, a mis ses pas dans ceux de Cézanne en Arles. Forcément Cézanne : « Les œuvres de Cézanne ne sont pas apparentées à la vie, mais à la vie elle-même dans de belles formes visuelles plastiques. Les cubistes se considèrent comme ses successeurs. De mon point de vue, ils usurpent son art. Franchement, je n'aime pas la peinture abstraite. L'abstraction, même celle des artistes les plus talentueux, conduit au schématisme, à l'arbitraire, au hasard... Je suis foncièrement réaliste... Dans ma compréhension du réalisme, Cézanne est particulièrement proche de moi ».

Cependant, la vie parisienne n'était pas un champ de roses. « L'influence de Paris est une chose très dangereuse » constatait Falk. Puis au milieu des années 1930, tandis que le mal du pays l'étreignait, il dit à Ilya Ehrenbourg : « La France est condamnée. C'est difficile de travailler, il n'y a pas assez d'air. Il est temps de rentrer à la maison... ».



Un port sur la Seine - 1930

« Il perçut brusquement l'air de l'époque, commentait son ami, l'humeur de son entourage. Il savait que la France ne résisterait pas, il le savait et quand, après la chute de Paris, je suis rentré à Moscou, il m'a interrogé sur les détails - il connaissait l'histoire depuis longtemps, et pas seulement par la lecture des journaux ». ■

NDLR Les passages cités dans le présent article sont extraits des « Mémoires » d'Ilya Ehrenbourg publiées sous le titre : *Les années et les hommes* chez Gallimard, 1962, 331 p.